

LIBÉRONS-NOUS ET AGISSONS !

Tout ce manège n'a qu'un seul effet : **faire accepter aux citoyens une Union européenne qu'ils n'ont ni voulue ni choisie**, et dont ils réprouvent en masse la politique.

Or, pendant que des politiciens naïfs, cyniques ou irresponsables prétendent la réformer, l'Union européenne, elle, continue son œuvre de destruction :

- loi Travail,
- réformes territoriales, baisse des dotations aux communes,
- libéralisation des services publics,
- délocalisations,
- vente de notre patrimoine,
- coupes budgétaires, austérité,
- augmentation du chômage, de la pauvreté, de la dette de l'État...

Autant de méfaits qui sont dus à l'Union européenne, **sans que les Français en aient conscience.**

Depuis 12 ans, l'UPR dénonce aux Français cette situation révoltante.
L'UPR démontre que le seul moyen de quitter cette impasse est de nous libérer par le Frexit de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN.



Plutôt que de piétiner à 27, avançons par nous-mêmes. Reprenons notre liberté. Et **agissons en harmonie avec toutes les nations du monde** afin de relever les défis de notre époque (mondialisation, migrations de masse, terrorisme, bouleversements écologiques, etc.).

Pour tout savoir sur le **FREXIT**
et découvrir le programme de
l'Union populaire républicaine

➔ **upr.fr**



EUROPE : POURQUOI ÇA NE CHANGE JAMAIS ?

En France, le chômage progresse tandis que la croissance stagne. Normes européennes contraignantes, euro inadapté, austérité budgétaire, absence de convergence fiscale...

Devant ce constat, tous les partis sont unanimes, depuis l'extrême gauche jusqu'à l'extrême droite :

« **Cette Europe-là, nous n'en voulons plus, il faut la changer.** »

Avec **ASSELINEAU**
Depuis 2007, l'UPR appelle les Français
à se libérer de l'Union européenne

➔ **upr.fr**

« Renégocier les traités » une promesse jamais tenue

Depuis que l'Union européenne existe, tous les gouvernements français ont affirmé qu'ils allaient la renégocier.

1997 : Jospin s'engage à renégocier les **critères de Maastricht**

ÉCHEC !

2008 : Sarkozy promet une **fiscalité** et une **défense** européennes

ÉCHEC !

2010 : Sarkozy annonce la **gouvernance économique européenne**

ÉCHEC !

2012 : Hollande veut renégocier le **Pacte budgétaire européen**

ÉCHEC !

2017 : **Macron s'attaque à la directive des travailleurs détachés.**

ENCORE ÉCHEC !

Maladresse, incompetence, manque de chance ? Et s'il s'agissait d'autre chose ? En effet, il existe un obstacle de taille à ces promesses :

Les traités européens se modifient à l'UNANIMITÉ des États membres.

(Article 48 du traité sur l'Union européenne.)

Autrement dit :

Le refus d'UN SEUL ÉTAT annule toute renégociation.

L'Union européenne est un système autobloquant. Les États membres ont des intérêts si divergents que l'unanimité est impossible à obtenir. Les tentatives en ce sens se heurtent forcément au veto de l'un d'eux. Sur quelque sujet que ce soit (fiscal, social, écologique, migratoire, etc.), toute réforme des traités en profondeur est impossible.

L'AUTRE EUROPE ?...

Les Français ne sont déjà pas d'accord *entre eux* sur l'Europe qu'ils désirent. Alors comment croire que les peuples européens le seront ?

- **L'Europe fiscale ?** L'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, Malte et Chypre la refusent : leur faible fiscalité est le socle de leur économie.
- **L'Europe sociale ?** L'Allemagne, l'Autriche et les pays de l'Est ne renonceront jamais à leur politique libérale.
- **L'Europe des travailleurs ?** Les délocalisations et le travail détaché créent l'emploi à l'Est, mais le chômage à l'Ouest : toute solidarité est de fait impossible.
- **L'Europe de la défense ?** Tous les pays sauf la France dépendent de l'OTAN pour leur sécurité, et aucun ne veut y renoncer. Les traités nous placent d'ailleurs sous la tutelle directe de l'OTAN.
- **L'Europe des nations, des patries ?** Non-sens ! L'Union européenne s'emploie au contraire à disloquer les États-nations au profit d'eurorégions artificielles.
- **L'Europe des citoyens ?** Mais « *il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens* », comme l'a rappelé lui-même Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne. *(Interview au Figaro du 28 janvier 2015.)*

ET COMMENT PARLER D'« EUROPE DÉMOCRATIQUE » QUAND LE RÉFÉRENDUM DE 2005 A ÉTÉ BAFOUÉ PAR NOS PARLEMENTAIRES ?

... UNE IMPASSE POLITIQUE !